



LIMINAIRE CSAL DU 18 juin 2024

Monsieur le Président,

Le CSA local d'aujourd'hui se tient dans un contexte bien particulier.

Il y a une dizaine de jours, le résultat des élections européennes nous ébranlait tous. Et l'annonce par Emmanuel Macron de la dissolution de l'Assemblée Nationale a fini d'ouvrir grand la brèche de l'instabilité politique dans notre pays.

Ne nous y trompons pas, les politiques budgétaires de ce gouvernement bancal nous ont menés vers la crise financière, sociale et politique que nous traversons actuellement.

Les politiques d'économies sur le service public n'ont pas fonctionné, n'ont pas porté les résultats attendus. Mais peu importe, à la tête de l'État, on n'a pas cessé de demander aux citoyens et aux fonctionnaires de faire plus efforts encore.

Aujourd'hui, vous nous présenterez un bilan du budget local 2023 et les perspectives de celui de 2024. Dans les 10 milliards d'économies demandés en urgence aux ministères, notre ministère est encore une fois en première ligne.

Nous ne pouvons qu'être très inquiets des conséquences de ces coupes budgétaires sur les moyens mis à notre disposition pour exercer nos missions.

Bercy coupe dans les budgets locaux. La CGT dénonce cette réduction des moyens alloués à la réalisation de nos missions. Moins de moyens budgétaires, moins de moyens humains : est-il possible de ne pas voir que toutes ces restrictions n'aboutissent qu'à un résultat négatif ? La perte d'attractivité de nos métiers, la perte de qualité de nos services, l'épuisement des agents et la défiance de nos concitoyens.

Autre sujet d'actualité qui nous tient à cœur, le respect des droits des agents notamment en terme de mobilité professionnelle.

La CGT Finances Publiques demande pour les prochaines mutations locales que la direction organise avec l'intersyndicale une réunion avant la publication du projet.

La direction de la Haute Garonne ainsi que celle des Hautes Pyrénées organisent déjà une réunion de présentation du projet des mutations avec la possibilité de demander des changements en fonction des situations.

Lors de notre rencontre le 5 février dernier, le Délégué Inter régional nous avait indiqué vouloir harmoniser les pratiques dans les différents départements de la région. Un message du Collectif Régional de la CGT va d'ailleurs lui être adressé à ce sujet.

La CGT demande également à ce que le sujet de la semaine en 4 jours ne soit pas abordé en questions diverses de ce CSAL.